



Tous droits réservés

## DROIT DES PERSONNES

### Séance 7 - Les personnes physiques : le patrimoine

|   |    |
|---|----|
| I. La théorie classique du patrimoine.....                                      | 2  |
| A) À toute personne, un patrimoine.....   | 2  |
| B) Pas de patrimoine sans personne .....  | 3  |
| C) Un seul patrimoine par personne : unité et indivisibilité du patrimoine..... | 3  |
| D) L'absence de transmission entre vifs du patrimoine .....                     | 5  |
| II. Les assouplissements à la théorie classique du patrimoine .....             | 6  |
| A) La situation de l'associé.....   | 7  |
| B) La situation de l'entrepreneur individuel.....                               | 8  |
| 1) L'insaisissabilité d'un ou de plusieurs biens immobiliers.....               | 8  |
| 2) L'EIRL.....  | 9  |
| C) La fiducie .....   | 10 |



**Définition :** Le patrimoine est défini comme « *l'ensemble des droits à caractère pécuniaire d'une personne, physique ou morale, constituant une universalité juridique avec un actif répondant du passif, et son aptitude à en acquérir d'autres<sup>1</sup>* ».

## I. La théorie classique du patrimoine

La théorie classique a été élaborée par deux auteurs, Charles Aubry et Charles Rau, au XIX<sup>e</sup> siècle. Le patrimoine est conçu comme l'émanation juridique de la personne.

La notion de patrimoine se décline en plusieurs propositions :

- Toute personne a un patrimoine.
- Il n'y a pas de patrimoine sans personne.
- Chaque personne n'a qu'un seul patrimoine.
- Le patrimoine ne peut pas être transmis entre vifs.

### A) À toute personne, un patrimoine

Chaque personne, qu'elle soit physique ou morale, a un patrimoine.

L'enfant naît avec un patrimoine. Même s'il n'a pas d'actif ni de passif, mais il a une aptitude à devenir propriétaire de biens et à contracter des dettes.

Une personne peut n'avoir que des dettes dans son patrimoine et pas d'actif. Dans ce cas, elle a tout de même un patrimoine. Elle a l'aptitude à devenir propriétaire de biens.



**Attention :** Il ne faut pas confondre le patrimoine dans son sens juridique, qui désigne un contenant comprenant l'actif, le passif, les futurs biens et les futures dettes, avec le patrimoine dans son sens courant, qui désigne seulement l'actif, la fortune d'une personne. On dira de quelqu'un qu'« il a un patrimoine important ». Cela signifie qu'il est fortuné.

---

<sup>1</sup> Y. Buffelan-Lanore et V. Larribau-Terneyre, *Droit civil, Introduction, Biens, Personnes, Familles*, Sirey, 21<sup>e</sup> éd., 2019, n° 232

## B) Pas de patrimoine sans personne

En droit français, il ne peut pas exister de patrimoine détaché d'une personne physique ou morale. Or, dans les systèmes de droit anglo-saxon, le patrimoine d'affectation est admis : il est possible d'affecter une partie des biens d'une personne à un but déterminé, sans rattachement à une personne.

## C) Un seul patrimoine par personne : unité et indivisibilité du patrimoine



**Définition :** Suivant les principes d'unité (ou d'unicité) et d'indivisibilité du patrimoine, l'ensemble de l'actif, composé des biens et des créances, répond de l'ensemble du passif, composé des dettes.



**Exemple :** Créance/dette

Lara a prêté 10 000 € à Cédric.

Dans le patrimoine de Lara, la créance due par Cédric se trouve à l'actif : il lui doit 10 000 €. Lara est la créancière.

Dans le patrimoine de Cédric, la dette qu'il doit à Lara se trouve au passif. Cédric est le débiteur (*moyen mnémotechnique : le **d**ébiteur est celui qui **d**oit*).

On dit que le patrimoine est une « **universalité de droit** », car l'actif répond du passif. Lorsque le patrimoine est transmis aux héritiers au décès de la personne, ils héritent en principe de tout : de l'actif (les biens) comme du passif (les dettes). Cela permet de distinguer l'universalité de droit de l'« universalité de fait ».



**Définition :** L'« **universalité de fait** » est un groupement de biens qui ne devient un ensemble que par la volonté de son propriétaire.

En principe, il n'est possible de céder que l'actif qui compose une universalité de fait, pas le passif.



**Exemple :** Le fonds de commerce est une universalité de fait.

Les **articles 2284 et 2285 du Code civil** constituent une application du principe d'unité du patrimoine.

Lorsqu'une personne a contracté une obligation envers un tiers, c'est-à-dire qu'elle est débitrice de ce dernier, elle doit remplir son engagement.



**Exemple :** Cédric doit rembourser à Lara les 10 000 € qu'elle lui a prêtés.

L'**article 2285 du Code civil** fait des biens du débiteur « *le gage commun de ses créanciers* ». Cela signifie que si la personne ne rembourse pas spontanément le tiers, créancier, ce dernier peut faire saisir ses biens et les vendre afin de se payer sur le prix.



**Exemple :** Si Cédric ne rembourse pas Lara, elle pourra entamer des poursuites judiciaires afin de faire saisir un bien, sa voiture, par exemple.

De plus, l'**article 2284** du même code prévoit que la personne est tenue « *de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir* ».



**Définition :** Les biens présents sont ceux qui figurent aujourd'hui dans le patrimoine de la personne. Les biens à venir sont ceux qui seront acquis par elle à l'avenir.

En vertu de cet article, le créancier peut saisir les biens qui figurent dans le patrimoine du débiteur, mais aussi ceux qui y entreraient à l'avenir. On dit que le créancier a un « droit de gage général » sur les biens du débiteur.

Les éléments du patrimoine sont cessibles et fongibles, c'est-à-dire **interchangeables**. Si un bien immobilier du débiteur disparaît dans un incendie, le créancier pourra saisir la prime d'assurance qui le remplace. Les biens sont amenés à se renouveler. Ils répondent néanmoins toujours des dettes.



**Exemple :** Dans cette hypothèse, Cédric n'a aucun bien présent. Lara ne peut donc rien saisir pour se faire payer. Mais si dans quelques mois, il devient propriétaire d'un bien, reçu en héritage par exemple, elle pourra le faire saisir.

S'il est initialement propriétaire d'un bien et qu'il le vend, Lara pourra saisir le produit de la vente ou encore un autre bien de son patrimoine.

Le principe d'indivisibilité du patrimoine s'oppose à ce que le patrimoine puisse être scindé. L'ensemble de l'actif répond de l'ensemble du passif, sans qu'il soit possible d'affecter des dettes à une partie seulement des biens.

L'illustration typique est celle de l'entrepreneur qui exerce sous la forme individuelle, c'est-à-dire qu'il n'a pas fait de démarches juridiques particulières. Ses créanciers professionnels (son fournisseur par exemple) et ses créanciers personnels (la banque qui a financé sa maison) peuvent saisir aussi bien ses biens professionnels que ses biens personnels.



**Exemple :** Dans le cas où Cédric est commerçant et exerce son activité sous la forme individuelle (il n'y a pas de société), Lara peut faire saisir sans distinction les biens qui lui servent à travailler ou ses biens personnels.

## D) L'absence de transmission entre vifs du patrimoine

Le patrimoine est incessible entre vifs, c'est-à-dire que la personne ne peut le céder tant qu'elle est en vie. Elle peut se séparer de certains biens qui composent le patrimoine, mais elle ne peut jamais se départir du contenant qu'est le patrimoine.

Toutefois, il est transmissible à cause de mort. Au décès, à moins que l'héritier renonce à la succession ou qu'il l'accepte à concurrence de l'actif net (**art. 791 et s. C. civ.**), il reçoit l'entier patrimoine, dettes comprises.

## II. Les assouplissements à la théorie classique du patrimoine

La théorie classique du patrimoine a été critiquée : elle serait trop rigide. Les principes d'unité et d'indivisibilité du patrimoine ne permettent pas le patrimoine d'affectation, largement admis dans les systèmes anglo-saxons. En outre, elle ne rendrait pas bien compte de la réalité. Il est vrai qu'au XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux tempéraments et exceptions à la théorie classique du patrimoine sont apparus.

Le principe suivant lequel **toute personne a un patrimoine** n'a pas reçu de dérogation. On n'a pas créé à ce jour de personne dépourvue de patrimoine.

Quant au principe suivant lequel **il n'existe pas de patrimoine sans personne**, il a subi deux tempéraments. On rejette le patrimoine d'affectation, cependant on s'est rendu compte que certaines missions d'intérêt général nécessitent un investissement long et stable qui n'est pas à l'échelle d'une vie humaine. Par conséquent, le principe de l'absence de patrimoine sans sujet s'est assoupli.

Tout d'abord, on a assisté en 1997 à la création des fondations.



**Définition :** La fondation permet à «une ou plusieurs personnes physiques ou morales de décider de l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources, à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif » (**loi du 23 juillet 1997 sur le mécénat**).

Ensuite, les fonds de dotation sont apparus (**loi du 4 août 2008**). Une somme est remise pour servir une mission d'intérêt général. Les fonds de dotation sont des outils de philanthropie.

Les tempéraments et les exceptions concernent surtout les principes d'unité et d'indivisibilité du patrimoine.

## A) La situation de l'associé

La société est devenue courante au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle naît de la volonté de « *deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens ou leur industrie [c'est-à-dire leur travail] en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter* » (**art. 1832 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**). En tant que personne morale, la société a un patrimoine, initialement composé des biens apportés par les associés. Ces biens et ceux qu'elle acquiert par la suite répondent des dettes nées de son activité. La personnalité morale de la société fait écran : le patrimoine de la société est bien distinct de celui des associés. Dans un certain nombre de sociétés, l'associé ne peut être poursuivi sur son propre patrimoine, même cas d'incapacité de la société à régler ses dettes. L'étanchéité est alors complète entre le patrimoine de la société et celui de l'associé.

La société est apparue comme un tempérament à l'indivisibilité du patrimoine, car l'associé peut exercer une activité professionnelle par l'intermédiaire de la société sans faire courir de risque à ses biens personnels. Pour autant, il n'y avait pas d'atteinte flagrante au principe de l'indivisibilité du patrimoine dans la mesure où il fallait être à plusieurs pour constituer une société.

Ce principe a été davantage remis en cause par l'avènement des **sociétés unipersonnelles**. Une société a pu être constituée par une personne seulement (**art. 1832 al. 2 C. civ.**).

L'EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) et l'EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée) ont été introduites en droit français par la **loi du 11 juillet 1985**.

La SASU (société par actions simplifiée unipersonnelle) a été créée par la **loi du 12 juillet 1999**.

Le législateur a constaté que l'associé qui exerçait son activité sous la forme sociale avec d'autres associés voyait ses biens personnels protégés, alors que l'entrepreneur qui exerçait sous la forme individuelle ne bénéficiait d'aucune protection. La création des sociétés unipersonnelles est apparue comme la solution pour remédier à cette inégalité. Certains auteurs considèrent ces sociétés comme un simple tempérament au principe d'indivisibilité du patrimoine, d'autres comme une exception importante.

En effet, l'associé divise, en quelque sorte, son patrimoine en deux :

- D'un côté, les biens professionnels, qui sont apportés à la société et qui répondent des dettes nées de son activité,
- De l'autre, les biens personnels, qui restent à l'abri des créanciers professionnels.

## B) La situation de l'entrepreneur individuel

La situation de l'entrepreneur individuel, responsable sur tous ses biens de ses dettes professionnelles, est apparue rigoureuse en comparaison de celle de l'associé unique. Le législateur a mis en place deux mesures : l'insaisissabilité d'un ou plusieurs biens immobiliers et l'EIRL (entrepreneur individuel à responsabilité limitée).

### *1) L'insaisissabilité d'un ou de plusieurs biens immobiliers*

La protection s'est faite en plusieurs étapes.

La **loi pour l'initiative économique du 1<sup>er</sup> août 2003** a permis à l'entrepreneur individuel de déclarer insaisissables ses droits sur l'immeuble où est fixée sa résidence principale.

Ensuite, **la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008** a étendu cette mesure à tout bien foncier bâti ou non bâti non affecté par l'entrepreneur à son usage professionnel.

Enfin, avec **la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015**, l'insaisissabilité de la résidence principale est devenue de droit (**art. L. 526-1 C. com.**).

Il est possible de renoncer à tout moment à l'insaisissabilité des droits sur la résidence principale ainsi qu'à la déclaration d'insaisissabilité (**art. L. 526-3 C. com.**).

L'insaisissabilité constitue une dérogation aux **articles 2284 et 2285 du Code civil**.

Sur le plan de la technique juridique, l'atteinte à l'unité et à l'indivisibilité du patrimoine n'est pas très grande, car on soustrait seulement un ou des biens au droit de gage général des créanciers.



Sur le plan économique, l'impact de l'insaisissabilité est important, car les biens immobiliers sont souvent les seuls biens de valeur dans le patrimoine du débiteur. Si le banquier ne peut pas les saisir, il ne prêtera pas d'argent. Or, obtenir des prêts est déterminant pour le développement d'une entreprise.

## 2) L'EIRL

L'EIRL, créé par **la loi du 15 juin 2010**, permet à l'entrepreneur d'affecter à son activité professionnelle un patrimoine séparé de son patrimoine personnel, sans qu'il y ait création d'une personne morale (**art. L. 526-6 C. com.**). Il est vu comme la consécration du patrimoine d'affectation.



**Attention :** Il ne faut pas confondre l'entrepreneur individuel « simple » avec l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL). Le premier n'a pas fait de démarches juridiques particulières. L'ensemble de ses biens répond de l'ensemble de ses dettes. Le second a fait une démarche spécifique, afin que son patrimoine professionnel et son patrimoine personnel soient séparés.

Les biens, droits, obligations ou sûretés qui sont nécessaires à l'exercice de l'activité professionnelle de l'entrepreneur figurent obligatoirement dans le patrimoine affecté (**art. L. 526-6 C. com.**). Toutefois, l'absence d'éléments à affecter ne constitue pas un obstacle pour que l'EIRL débute son activité (**art. L. 526-8 C. com.**).

Ce dernier permet de limiter au seul patrimoine affecté le gage des créanciers professionnels. Le patrimoine personnel de l'entrepreneur reste à l'abri des poursuites. Le patrimoine est scindé en deux, sans qu'il y ait création d'une personne morale. Il s'agit donc d'une exception importante aux principes d'unité et d'indivisibilité du patrimoine.

De surcroît, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, une même personne physique peut créer plusieurs EIRL. Le résultat est, d'une certaine façon, un patrimoine personnel et plusieurs patrimoines professionnels !

## C) La fiducie

La fiducie est l'opération par laquelle un constituant transfère des biens ou des droits, présents ou futurs, à un fiduciaire qui, les tenant séparés de son patrimoine propre, agit dans un but déterminé au profit d'un bénéficiaire (**art. 2011 C. civ.**).

Inspirée du trust anglo-saxon, elle a été créée par **la loi du 19 février 2007**.

Initialement réservée aux seules personnes morales, la fiducie peut désormais être constituée par une personne physique (**loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008**). Quant aux personnes pouvant être fiduciaires, leur liste est réduite : il s'agit des établissements de crédit ou assimilés, ou des avocats (**art. 2015 C. civ.**).

Seuls les créanciers du patrimoine fiduciaire peuvent saisir les biens de ce patrimoine. Les créanciers du patrimoine personnel sont privés de cette faculté (**art. 2025 C. civ.**). La fiducie peut être utilisée à des fins de gestion du patrimoine du constituant ou au titre de sûreté, c'est-à-dire pour garantir le paiement d'une dette.

La fiducie et l'EIRL sont les exceptions les plus importantes aux principes d'unité et d'indivisibilité.